

Emissions de CO2 : l'économie agit. Et nous ?

La Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de CO2 d'ici à 2010. Or, en 2008, les émissions dues à l'essence et au diesel étaient supérieures de 14 % à la valeur de 1990. L'objectif d'une réduction de 8 % n'est donc clairement pas atteint. Dans le domaine du chauffage, on constate certes une baisse des émissions, mais rien ne garantit que l'objectif de moins 15 % soit rempli. De fait, jamais la Suisse n'a consommé autant d'énergie qu'en 2008.

Comment expliquer ce désastre ? L'Office fédéral de la statistique vient de publier des chiffres instructifs sur l'évolution des émissions de CO2 par acteur économique entre 1990 et 2005. On y apprend que, durant cette période, l'augmentation globale des émissions est due pour plus de 80 % aux ménages, dont les émissions liées aux transports automobile et aérien ont progressé de 20 %. L'économie, elle, s'en sort nettement mieux. Ses émissions n'ont augmenté que de 1 % durant la période étudiée, alors que le PIB progressait de 18,7 % en termes réels. Les entreprises sont donc parvenues à découpler en partie leur croissance de leur consommation énergétique.

Vous et moi, dans nos comportements les plus quotidiens, serions donc les principaux responsables d'un échec de la Suisse face aux engagements de Kyoto. Mais nous ne serions pas les seuls à incriminer. Cet échec serait aussi celui d'une politique climatique qui se refuse à intervenir de manière incitative sur les carburants. Alors que la taxe CO2 sur les combustibles est suivie d'effets, il n'existe toujours pas de taxe carbone sur l'essence et le diesel. Les conventions volontaires avec auto-suisse sur la consommation des véhicules ont par ailleurs été des échecs systématiques : le parc automobile suisse est actuellement le plus polluant d'Europe.

Nous en avons fait la triste expérience. Les Suisses, en l'absence de mesures incitatives, continuent à acheter des voitures polluantes et à les utiliser sans modération, au mépris de toute responsabilité individuelle. Quand en tirera-t-on les conséquences ? Aujourd'hui encore, une taxation carbone des carburants n'est évoquée qu'à titre de possibilité dans la révision de la Loi sur le CO2 ! L'économie suisse s'engage, souvent sur une base volontaire, pour faire baisser ses émissions de CO2. A notre tour d'assumer, nous aussi, nos responsabilités.

Adèle Thorens Goumaz, publié dans Le Nouvelliste le 1^{er} octobre 2009